

ALARME

ORGANE DU **F**ERMENT **O**UVRIER **R**EVOLUTIONNAIRE EN **F**RANCE

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSONS NOUS !

SUPPRIMONS LES POLICES, LES ARMEES, LA PRODUCTION DE GUERRE
LES FRONTIERES, LE TRAVAIL SALARIE
ARMES POUVOIR ECONOMIE AU PROLETARIAT

A BAS

LA GUERRE

DU CAPITAL

ET SA PAIX SOCIALE

ASSEZ DE SACRIFICES

BRISONS LA PAIX SOCIALE

Après la sidérurgie en 79, sous la droite, c'est la gauche qui fait licencier dans l'automobile en visant bien sûr, d'abord les immigrés et surtout les moins dociles. La gauche a encore montré son jeu: toujours prête à s'entendre avec les patrons de droite pour licencier des travailleurs et leur en foutre plein la gueule (Sécu, prix, loyers, flicage, ...) pour le plus grand bénéfice de l'Economie Nationale.

La direction de Peugeot-Talbot ne s'y est pas trompée, elle vide d'abord les immigrés, dans le droit fil de la politique de gauche comme de droite: produire français, acheter français, crever français ...

Mais le pompon est décroché par les syndicats :

La CFDT désire redorer un blason de lutte passablement défraîchi. Elle a tout accepté du gouvernement jusqu'à présent et prétend s'y opposer aujourd'hui, après les décisions que tous les syndicats connaissaient puisqu'elles étaient prévues depuis Juillet.

La CGT qui a franchement (une fois n'est pas coutume) déclaré qu'elle soutenait les mesures de licenciement et qui retourne sa veste -- pour mieux contrôler le mouvement-- sous la pression de la base qui a encore des illusions à perdre à son sujet.

La CSL, égale à elle-même, accepte elle aussi bien sûr.

Tous se sont prononcés pour la négociation, c'est-à-dire pour l'aménagement éventuel de décisions déjà prises. Le résultat de ces négociations ne devant être connu que lorsque l'usine sera fermée, il sera alors plus facile de démobiliser les grévistes. En effet, d'un côté l'usine, centre de regroupement des grévistes, sera fermée: c'est le lock-out patronal; de l'autre côté, le syndicat fera tout pour que les ouvriers restent dans l'usine, s'y enferment, l'occupent (y jouent aux cartes...) pour prévenir toute extension vers des secteurs qui sont en moment sensibles aux licenciements. Or c'est là la tâche-même des prolétaires, que d'aller rechercher la solidarité des autres prolétaires, et ici, en premier lieu, la solidarité des autres secteurs menacés: automobile, sidérurgie, construction navale, charbonnages, etc... Tout particularisme aussi bien que l'isolement sur le lieu de travail, empêchent un mouvement de vraiment menacer l'ordre établi.

Ainsi la récente grève des centres de tri et de chèques postaux: les postiers ont vigoureusement réagi devant les mesures de leur Etat-Patron qui avaient pour conséquence d'intensifier le travail et de diminuer le nombre de jours de congé. La combattivité a largement dépassé le cadre syndical mais cela ne s'est pas pour autant concrétisé par des mots d'ordre plus unitaires que ceux concernant les équipes de nuit. Non seulement cela hypothéquait déjà lourdement l'extension et la radicalisation (contre l'austérité et les sacrifices en général) du mouvement dans les seules PTT, mais encore les postiers eurent un tant soit peu confiance dans les négociations syndicales et pas assez en eux-mêmes. Isolés politiquement et physiquement, malgré leur volonté d'en découdre et parcequ'ils ont laissé les syndicats réorganiser la grève, ils ont perdu la lutte et ce qu'ils avaient gagné en 1974.

La grève à Talbot a un caractère moins "particulier" en ce sens que le refus de licenciement est un objectif général dans lequel les autres prolétaires se reconnaissent d'une façon plus immédiate. C'est pourquoi l'effort de la direction, des syndicats et de l'Etat a porté tout de suite sur l'isolement dans l'usine, et c'est aussi pourquoi c'est la principale barrière à rompre à Talbot et qu'il est nécessaire de ne pas laisser les syndicats organiser le mouvement.

Dans chaque conflit, qu'il soit local ou général, nous ne devons compter que sur nous-mêmes pour organiser la lutte, aussi minime soit-elle au départ. L'organiser, cela veut dire la formuler d'une façon générale, radicalement contre l'économie nationale et tout sacrifice en son nom, chercher à l'étendre en prenant contact, sur cette base minimum, avec tous les secteurs susceptibles de se reconnaître immédiatement dans ce combat, enfin se préparer à affronter la violence du capital sous ses formes policières (syndicats, flics, jaunes, milices...) après l'avoir affrontée sous une forme plus "économique" (si les prolétaires, d'

aventure, se mettaient à séparer le politique de l'économique, le capital, lui, leur rappellera bien assez vite qu'il n'y a pas de séparation entre les deux).

Ce n'est qu'ainsi, en organisant nous-mêmes ces activités minimales de la lutte que nous pouvons espérer briser la paix sociale et ouvrir une perspective communiste.

NOBEL: TOUT TRAVAIL MERITE SALAIRE

Après Mère Thérèse et le pasteur Martin Luther King, Lech Walesa, représentant du christianisme militant pour la Démocratie, s'est vu décerner la haute distinction occidentale : le prix Nobel de la Paix. Il rejoint avec ses collègues sus-nommés, le panthéon des pacifistes, en compagnie de Leduc-Thau, Kissinger, Sadate, Begin, Churchill ...

Un tel geste n'est pas gratuit et présente une volonté politique dont la signification tient à la fois à la nature de la distinction, à la personnalité à laquelle elle est conférée et aux circonstances auxquelles elle est attachée.

Le prix Nobel est la reconnaissance d'une oeuvre particulièrement bénéfique et enrichissante pour la société dans un domaine précis, en l'occurrence la paix. Mais il ne s'agit pas de la paix relativement à la guerre militaire, ou tout au moins, pas seulement. Il s'agit de la paix sociale entre les classes, qui peut être obtenue au prix d'une paix militaire contrecarrant d'autres intérêts comme par exemple pour Begin et Sadate. Ce dernier en effet, n'était plus en mesure de continuer la guerre, vu l'agitation ouvrière en Egypte à l'époque.

Dans un autre registre, Martin Luther King a représenté le dévoiement de la lutte des prolétaires américains -et surtout des prolétaires noirs- sur un terrain démocratique antiraciste, vidant de tout contenu prolétarien le mécontentement général aux USA dans les années 60 et le canalisant dans des manifestations et une marche sur Washington pacifistes, blancs et noirs unis contre le racisme, bourgeois et prolétaires tous d'accord pour une exploitation démocratique.

Walesa est bien un homme de paix, Un homme de paix sociale, un "pompier volant" extincteur de grèves, respectueux de la Nation et de l'Etat, amoureux de sa Patrie et soumis à son Dieu. Il est le Héros démocrate, le champion de l'Occident. Même si Walesa ne mène pas son affrontement à l'Etat polonais de cette façon, il est acculé à l'acceptation de ce parrainage politique car il n'y en a pas d'autre



pour ce combat, hormis le prolétariat international dont il ne s'est certes pas fait le champion ! L'électricien moustachu de Gdansk remplace le charpentier barbu de Nazareth sur les drapeaux de la croisade anti-russe et anti-communiste, l'important étant de faire croire qu'il s'agit d'une même et unique croisade alors qu'il y a là deux combats distincts.

Les circonstances dans lesquelles ce prix a été attribué peuvent aussi le révéler. En effet, si réellement il s'était agi d'affronter uniquement le bloc russe, le meilleur moment pour marquer son soutien à Solidarité eût été sans doute celui où l'activité anti-étatique était la plus forte, donc entre Aout 80 et Décembre 81. A tout prendre, un Nobel fracassant de réprobation aurait été encore un excellent soutien. Mais voilà, il s'agissait de bien distinguer l'agitation ouvrière qui a fait trembler les banquiers et toutes les canailles d'Occident d'avec Walesa et l'appareil syndical de Solidarité, dont les intentions étaient ouvertement différentes et opposées au projet ouvrier sous-jacent et encore empêtré dans de nombreuses contradictions. C'est probablement pourquoi il n'était pas question de Nobel tant que le prolétariat avait le vent en poupe ou qu'il résistait farouchement à l'armée et à la milice.

Aujourd'hui, alors que ces crapules espèrent qu'après le reflux, un renouveau des luttes ne pourra se faire que dans le cadre de Solidarnosc, elles peuvent décerner le prix de la défaite ouvrière (pour cette fois!...) à l'un de ses artisans les plus en vue, tout en gênant les parti-Etats polonais et russe sur ce problème particulier, alors que seules quelques larmes de crocodiles saluèrent avec soulagement l'avènement de Jaruzelski.

SYNDICATS: QUEL REFORMISME ?

En France, les syndicats se sont affrontés pour décider de qui serait le plus puissant et le plus apte à gérer (même de loin) le "kolossal" budget de la Sécurité Sociale. L'ampleur du budget et la nature de la Sécurité justifient une telle empoignade : rien moins que mille milliards de francs pour gérer le mauvais fonctionnement de nos organismes, du aux mauvais traitements dont il est l'objet permanent, au travail, au chômage et dans la vie qui nous est généralement faite dans ce système anti-humain. Ce gigantesque organisme est chargé de veiller à la remise en état des nôtres, régulièrement déréglés, afin que ces dérèglements n'engendrent pas de mauvaises humeurs qui pourraient agir comme des dissolvants des liens sociaux. Il est un des agents de la sécurité du corps social et du maintien de notre aliénation.

Au cours de la bagarre pour les, syndicalistes, politiciens et journalistes ont considéré qu'il y avait deux camps: celui des syndicats réformistes et celui des "autres". Les autres (CGT et CFDT) étaient appelés "de classe", "Sectaires", "inféodés à un parti" ou encore "politiques".

"Curieusement", ils ont tous gommé l'alternative classique: réformistes ou révolutionnaires, alors que la CGT y faisait encore référence lors de la séparation avec (CGT-)FO. Pourtant la CGT a, en tant que sigle, un authentique passé de syndicat révolutionnaire; c'est-à-dire une organisation oeuvrant à partir de terrain des luttes revendicatives, pour le renversement violent de l'ordre établi et la suppression du travail salarié, au moyen de l'action directe et de la grève générale, et pour l'organisation d'une société communiste sur la base des sections syndicales et sous leur contrôle. La CGT ne s'est d'ailleurs pas privée de jouer sur ce tableau tout en se réclamant aussi de la révolution d'Octobre, dans les années 20, lorsqu'elle n'était plus qu'un jouet aux mains d'un parti de moins en moins communiste. Aujourd'hui, en tant que rouage de régulation du système, en mal de fausse combattivité et de respectabilité gouvernementale, la CGT ne peut faire référence à son passé anarchiste et blanquiste, et encore moins à la révolution communiste. En effet rien dans sa pratique ni dans son idéologie ne peut rappeler ses origines et réciproquement, tout rappel de ses origines, même sur un terrain syndical, lui est préjudiciable et menace la mainmise stalinienne. On a pu le voir en 1968 lorsque la CGT a rayé le "statut" n°2 de son programme, le point 2 de la "Charte d'Amiens": l'abolition du salariat alors que depuis belle lurette (en fait peu de temps après la formation-même de la CGT) ce point était lettre-morte.

Le fait que la CGT et la CFDT soient baptisés syndicats "de classe" (laquelle d'abord ?) n'a rien pour nous émouvoir. Il faut bien qu'ils maintiennent un semblant idéologique d'opposition. D'autre part, pour la droite, ils sont - tant qu'une contestation prolétarienne ne les unit pas - des ennemis puisqu'ils défendent l'étatisation croissante aux dépens du patronat privé. Ils sont "politiques" dans la mesure où tout syndicat a une politique qui représente celle d'un parti ou d'un compromis ou d'une lutte entre plusieurs. L'"accusation" qui est faite est simplement de représenter un parti (P"O" ou P"S").

Quant aux autres, que veulent-ils donc "réformer"? En aucun cas, de près ou de loin, leurs programmes n'ont envisagé, même mensongèrement, de transformer la société et les rapports de production (*). Tout ce qu'ils ont à proposer, c'est une ou plusieurs possibilités d'aggravation ou de soulagement (temporaire) de l'exploitation. Ils ont eux aussi une image de marque à défendre et un rôle, défini pour chacun, à jouer.

L'ensemble des syndicats fournit un ample sujet de fausses alternatives politiques où ils s'affrontent superficiellement puisqu'aucun ne peut remettre en question l'esclavage salarié, le fondement de cette société putride. Aucun syndicat, même "révolutionnaire", ne peut mener à l'abolition du travail salarié (quelque soit la sincérité de ses fondateurs) car celle-ci signifie la négation de son rôle de défenseur des salariés dans le système du salariat. Il n'y a pas de conquêtes ouvrières au sens "économique" (impossible à dissocier du "social" et du "politique") du terme car la seule chose que le prolétariat peut conquérir c'est son organisation et sa conscience corollaire pour son émancipation. Il ne peut y avoir aujourd'hui d'autre tâche et c'est pourquoi le meilleur des syndicats révolutionnaires ne peut qu'échouer ou se transformer en organisation révolutionnaire, agissant contre toute séparation entre les tâches économiques et politiques de la révolution sociale.

Pour ce qui est de "nos" syndicats réels, ils sont depuis longtemps pour la CGT, et depuis toujours pour les autres, des agents du Capital au sein de la classe ouvrière, ayant leurs intérêts propres à défendre face au patronat, à l'Etat et aux partis, et des intérêts généraux à défendre avec eux.

Les syndicats des travailleurs ne peuvent perdurer que si les travailleurs restent des travailleurs et ne s'émancipent pas du salariat et du Capital. Ils défendent tous la même classe : la classe capitaliste, et une même politique : la politique anti-prolétarienne et anti-communiste. On ne peut s'organiser en leur sein car ce sont des ennemis de classe ; ni les uns, ni les autres ne sont même réformistes, ils sont simplement réactionnaires et prêts à tout pour s'opposer à une révolution.

(*) Sur le réformisme, voir le Lexique de la truanderie politique contemporaine dans Alarme n° 14 .

PACIFISME

Depuis quelque temps, la tension monte entre les deux blocs impérialistes; ils s'affrontent plus violemment, que ce soit sur le terrain militaire (Grenade, Liban, Euromissiles) ou économique. Il est devenu habituel, en ouvrant un quotidien d'information, en écoutant les informations radiophoniques ou télévisées d'apprendre de nouvelles morts et tortures en séries et à grande échelle (voir le rapport d'Amnesty International "le Monde").

Les nouvelles deviennent les nouvelles de la mort, les journaux de vastes rubriques nécrologiques, les journaux télévisés : la mort en direct. On est ainsi habitué de manière toujours plus forte, et cela depuis l'enfance, à vivre avec la mort. Quant à la 3ème guerre mondiale, elle pourrait nous sembler présente tant l'information quotidienne s'en gargarise, la fait la refait et la défait, sans parler des reflets fantastiques que prend cette situation sous forme de films d'anticipation. L' "homme de l'an 2000 " vanté par la propagande capitaliste ne sera, si ce système subsiste encore, qu'un cadavre automatisé.

Face à cette situation certains préconisent la paix, c'est à la mode (surtout en temps de guerre) spécialement à l'Ouest. Ce mouvement émet des relans religieux, ou pro-russes (directement en faveur du capitalisme d'Etat russe) ou encore platement pacifiste avec un peu tout et n'importe quoi. Leur paraîtrait ,
raisonnement

même à un enfant, simple, clair et logique, et pour cause il est enfantin : contre la guerre : la paix.

Et lorsque nous disons : contre la guerre et toute la pourriture existante, un seul moyen, la guerre; c'est-à-dire pour en finir avec le travail salarié et toutes les contradictions qu'il engendre (dont la guerre), un seul moyen, la révolution, la guerre sociale, alors, on nous taxe d'inconscients. Mais contrairement aux apparences, ce sont leurs positions qui sont au moins enfantines et inadaptées et au plus directement et consciemment réactionnaires.

Expliquons-nous et pour cela prenons le cas simple d'un accidenté qui aurait le bras cassé. La thérapeutique à suivre est-elle de lui dire: contre le peu de mobilité du bras engendré par cette cassure, il faut le faire remuer bien plus (et donc non seulement ne pas soigner mais aggraver la blessure) ou bien faut-il lui dire que contre ce peu de mobilité et pour qu'il puisse se mouvoir correctement par la suite, il faut l'immobiliser complètement au moyen du plâtre.

La position à adopter apparait clairement; les partisans de la paix adoptent des raisonnements aussi primaires que la première partie de l'exemple ci-dessus. Il semblerait d'après eux que l'on puisse en finir avec la guerre en votant des décrets limitant ou interdisant les armes, comme si l'on pouvait en finir avec la religion en interdisant toute religion. Pour en finir avec ces niaiseries, il faut revenir à la source de la violence, de la guerre et de toutes les contradictions existantes.

Se trouverait-elle dans une essence maléfique propre au genre humain comme le prétendent les religieux? Est-elle due à l'existence de mauvaises directions gouvernementales, soit à l'Est soit à l'Ouest soit dans les deux camps?

Le moins que l'on puisse dire, c'est que ces positions sont typiquement idéalistes dans la mesure où elles ne placent la cause des guerres que dans la tête des hommes et prétendent avoir élucidé le problème pour autant. Il est faux d'affirmer que les Reagan, Andropov, etc.. veulent la guerre mondiale, ils la craignent car, dans le prochain conflit mondial, il n'y aura pas de vainqueurs, mais que des vaincus. Ce pendant cette situation n'est pas figée mais dynamique. Les cliques dirigeantes peuvent être amenées contre leur volonté initiale, dans une situation donnée, à déclencher la guerre. Les traités de paix n'ont rien à voir là; c'est dire leur peu de valeur.

La cause des guerres ne se trouve pas que dans la tête des hommes mais dans la situation objective. Il n'existe pas d'essence de l'homme, bonne ou mauvaise. L'homme est un produit social, un produit de sa propre évolution. C'est ainsi que l'on peut aller à la source du problème, en ne s'arrêtant pas aux concepts mentaux humains mais en s'intéressant à l'environnement social qui les produit.

La possibilité d'en finir avec toutes les guerres n'existe pas parce que beaucoup d'hommes y pensent ou pourraient y penser, mais parce que la situation objective est porteuse - rend possible par son dépassement révolutionnaire - d'une société sans classes, humaine.

Donc pour s'attaquer à la guerre il faut s'attaquer à la société divisée en classes, à l'exploitation de l'homme par l'homme. Ainsi les luttes politiques trouvent leur solution dans les luttes sociales. Pour résoudre les problèmes de la guerre et de la paix, il faut sortir de ce cadre restreint et prendre le recul suffisant pour en comprendre les données.

Il reste donc à en finir avec cette société capitaliste, et cela se fera violemment, non par amour de la violence, mais parce qu'en face de nous les tenants du capitalisme sont et seront armés. Aucune classe ne se laisse déposséder et renverser sans combattre féroce.

Il en découle que prôner le pacifisme est non seulement complètement utopiste (quelle paix pourrait-il y avoir dans un monde bourré de contradictions ?) mais aussi réactionnaire et s'opposant finalement complètement à une véritable paix. En ce sens la lutte des pacifistes va à l'opposé de ce qu'ils prétendent défendre : la paix.

Toutes les personnes intègres qui rejettent le capitalisme et ses manifestations horribles doivent sortir des rangs pacifistes. La paix présuppose une société humaine; pour combattre le capitalisme, on ne peut qu'œuvrer à sa destruction. Les massacres en série et l'abrutissement généralisé ne sont pas des incidents de parcours de ce système, mais au contraire sont des nécessités de

SITUATION AU PROCHE ORIENT

Cela fait maintenant longtemps que la guerre capitaliste sévit au Liban et dans la région, avec son lot de massacres d'enfants et de civils, qu'ils soient palestiniens, juifs ou autres. Le Liban fait à nouveau les gros titres de l'actualité depuis l'arrivée et les interventions de la "force multinationale de paix", depuis les incidents avec la Syrie qui en découlèrent, la guerre entre tendances palestiniennes et l'encerclement d'Arafat à Tripoli.

Les intérêts en présence, pour aussi opposés qu'ils semblent être, ont ceci en commun qu'ils sont nationalistes ; on tue et on s'entretue pour l'existence de l'Etat palestinien, pour la survie du grand Israël, pour la grande Syrie, pour la reconstruction du Liban, pour l'Occident, pour l'Orient au nom de l'Islam, pour la paix au Proche Orient etc... Et dans tout cela le prolétariat local sert de chair à canon, alors qu'il n'a aucun intérêt à construire un Etat national (palestinien) ou à en défendre un (israélien ou libanais). L'Etat capitaliste est un organisme de coercition entre les mains de la classe capitaliste. Aujourd'hui, plus que jamais, il n'a et ne peut avoir aucune progressivité à assumer, quelque soit la couleur nationale qu'il prétende représenter. La nation est une unité d'exploitation et doit donc disparaître pour permettre le libre épanouissement de chacun.

De Tel-Aviv à Damas en passant par Beyrouth, le prolétariat se fait exploiter par les capitalistes locaux (palestiniens, israélien, syrien...), en se faisant extorquer de la plus-value. Les intérêts nationaux sont capitalistes, ils sont l'expression d'une concurrence entre couches capitalistes (nationales et internationales) pour tirer profit de l'exploitation du prolétariat local. Au Moyen Orient, l'OLP représente une tendance qui vise la construction de l'Etat palestinien et qui veut par conséquent exploiter directement son prolétariat national, pour empêcher ainsi que cette sainte besogne soit oeuvre des israéliens ou des arabes non palestiniens. Il est pourtant de bon ton actuellement de se dire pro-palestinien. Mais que l'OLP soit aujourd'hui très isolé sur le plan diplomatique et militaire ne change rien à sa nature. Une armée et une police, palestiniennes ou israéliennes, ont la même fonction lors d'un mouvement social classiste : LE REPRIMER. Ceci est également valable en ce qui concerne la lutte pour un Liban souverain et auto-déterminé.

En ce 20ème siècle, il ne s'agit pas d'aider les forces capitalistes plus faibles à construire ou consolider des Etats nationaux, face aux forces capitalistes les plus fortes, qui en plus tirent profit de ces combats. Il s'agit d'en finir avec tous les Etats, toutes les nations, avec le capitalisme mondial donc. Au Proche Orient (comme ailleurs), la situation est inextricable si on ne s'attaque pas au noeud gordien. Sinon le prolétariat continuera à payer de son sang et de sa vie, non la défense de ses intérêts de classe, mais la survie de ce système nauséabond. Actuellement, à part d'éventuelles minorités, le prolétariat semble soit passif, soit subjugué par les mots d'ordre nationaux ou religieux particulièrement dans ce secteur du monde. De cette façon, la révolte face à une situation réellement inique, est canalisée et dévoyée. Les travailleurs au lieu de combattre leur ennemi commun, s'affrontent aux prolétaires d'en face et perpétuent ainsi une haine "nationale" incompatible avec le devenir humain et leur intérêt propre.

Mais d'aucun pourrait rétorquer que nous ne faisons qu'aligner de beaux principes qui ne tiennent pas compte de la situation spécifique et des particularités du Proche Orient.



LES PALESTINIENS OBLIGÉS DE MARCHER EN MER

C'est malheureusement au nom de ces particularités que le taureau n'est pas pris par les cornes, et que celles-ci s'enfoncent allègrement dans les "spécificités" du corps prolétarien de cette région du monde. Et cette région du monde, malgré tous les particularismes qu'on voudra bien lui trouver, est liée au capitalisme mondial qui règne sur terre, et non pas au "paradis céleste" promis par l'Islam. Même les "Djihad islami", organisation de la guerre sainte islamique se réclamant de l'islamisme iranien, connus après les attentats de Beyrouth, de Tyr et du Koweït, malgré leur sacro-sainte destinée suicidaire, ne font que servir objectivement les intérêts capitalistes du clan qu'ils défendent, en l'occurrence l'Iran contre l'Irak, et en dernière instance, les intérêts russes face à l'occident par Syrie interposée. Et cela, même si cette dernière est confrontée chez elle à une opposition islamique à qui la CIA donne un sérieux coup de main. Sans entrer ici dans plus de détails en faisant intervenir les dissidents de L'OLP, les druzes, les chiites etc... à chaque fois, il faut se demander "à qui profite le crime".

Dans cette sinistre affaire, ou labyrinthe de la criminalité, il est temps de souligner, que d'une situation absurde, non forcément provoquée par elles, ce sont en fin de compte les deux super-puissances qui essaient de tirer leur épingle du jeu. " Les libanais ont perdu le droit même à l'existence nationale, et ce n'est que justice" murmurent les américains les plus cyniques et réalistes à la fois. Il ne resterait plus selon eux "qu'à partager ce territoire selon les lignes du rapport de force international". Mais pour l'instant personne ne cède, et la guerre continue. Nationalisme, islamisme, judaïsme, christianisme, sont les forces qui semblent s'affronter. Mais derrière ce paravent idéologique, ce sont des intérêts capitalistes qui s'affrontent, car qu'on le veuille ou non, là-bas non plus il ne vivent pas au VIII^e siècle. Vu de cette façon, on ne se perd plus dans les méandres d'une situation complexe. Et on peut y répondre clairement par l'internationalisme prolétarien.

Pour comprendre ce qui se passe au proche orient, il faut comprendre le monde comme une totalité, et non comme une quantité de secteurs ayant ses propres problèmes à résoudre et une évolution propre à assumer. Les vestiges aussi barbares qu'anachroniques que nous avons nommés ci-dessus, prouvent la décadence du système capitaliste. Ils prouvent la nécessité urgente d'en finir avec lui. En finir avec lui, c'est poser, là-bas comme ailleurs, les problèmes en terme de classe, seule façon de mettre un terme aux guerres sectorielles, à la faim dans le monde, à la destruction de la faune et de la flore, à l'exploitation salariale et le chômage qui lui est lié. Il faut que les prolétaires de tous les pays s'unissent par delà les frontières qui ne sont pas siennes, en luttant pratiquement contre l'ennemi qu'ils ont à portée de main, celui qui se trouve "chez eux". Sans quoi, la barbarie dont nous patissons tous s'accroîtra chaque jour d'avantage, et les guerres sectorielles aboutiront à une guerre mondiale généralisée. C'est pourquoi, nous aussi en France, nous devons mener une guerre de classe incessante contre notre propre capital national. Nous devons l'empêcher d'intervenir comme bon lui semble là où il intervient pour préserver ses propres intérêts ou ceux de l'impérialisme qui le domine. Mais nous devons également montrer notre force de classe à l'impérialisme d'en face, le Russe, qui tue, domine, écrase, et de quel manière, nos frères de classe qui se trouvent sous sa domination. C'est la lutte de classe que craignent tous les administrateurs ou futurs administrateurs du capital extorqué de notre force de travail. Rendons la chaque jour plus dure et efficace. Alors disparaîtront toutes les barrières qui conduisent à la mort de l'humanité.

VIVE L'UNITE DU PROLETARIAT

A BAS LES FRONTIERES. A BAS LES CLASSES SOCIALES.

NI RACISME, NI ANTI-RACISME, LUTTE DE CLASSE

A l'occasion de la marche anti-raciste sur Paris, organisée au départ par de jeunes immigrés de la cité des minuettes, dans la banlieue lyonnaise, nombreux sont ceux qui vont affluer place de la Pastille pour crier haut et fort leur anti-racisme.

Quelle aubaine ! Par ce mot d'ordre, toutes sortes d'organisations réactionnaires, dont celles qui sont représentées dans les hautes instances gouvernementales, vont donc se refaire une virginité en oubliant et en essayant de faire oublier le contrôle de l'immigration, les contrôles policiers, quand ce ne sont pas les grands coups de bulldozer. Français, immigrés mêmes droits, crieront-ils le temps de la manifestation. Le lendemain, les causes du racisme n'ayant pas été attaquées et n'ayant pas disparues, tout redeviendra comme avant, et les représentants de ces organisations anti-racistes continueront d'administrer le rouleau compresseur capitaliste qui inévitablement doit passer, contexte économique national oblige, sur les travailleurs en général et sur les travailleurs immigrés en particulier.

QUELLES SONT LES CAUSES DU RACISME ?

Le racisme n'est qu'une des expressions des multiples barrières qui séparent les hommes les uns des autres, de la non-existence de l'humanité, c'est-à-dire d'une entité réellement vivante, indivisible et solidaire. En réalité la xénophobie et le racisme sont des barrières mentales, reflets et à la fois déplacements des barrières réelles qui sont à la base de la division de l'humanité : les barrières socio-économiques des classes.

Le xénophobisme ou le racisme ont été employés et continuent de l'être par les défenseurs du capitalisme dans le but de détourner le foyer de mécontentement, de dévoyer le prolétariat de sa lutte, de le diviser afin de mieux régner. Le racisme trouve un terrain fertile dans la honte et le dégoût profond de soi-même, la honte de sa soumission et de sa condition misérable. Le prolétaire, sociologiquement parlant, est très souvent parmi les plus racistes. C'est tout simplement que pour éviter de trop se mépriser lui-même, avec sa lâcheté, ses vices, son ignorance (tant qu'il ne réagit pas révolutionnairement avec sa classe), il méprise un autre qu'il s'efforce de considérer comme inférieur, ou comme ennemi lorsqu'il représente un concurrent sur le marché du travail

Ce racisme là, ce ne sont pas les bavardages de pseudo-humanistes voulant avoir la conscience tranquille du haut de leurs privilèges de classe qui le feront disparaître. Et ce sont précisément ceux là en grande partie qui utilisent l'unité fictive de l'anti-racisme pour dévoyer le prolétariat de son unité de classe. L'anti-racisme n'est que le revers de la même médaille servant à aliéner la classe qui ne possède que sa force de travail à vendre.

Quand la tendance à la société sans classes réapparaît ouvertement par l'action subversive du prolétariat, alors et alors seulement, le racisme disparaît au sein du prolétariat, sans du tout qu'il y ait lutte contre lui. Et c'est le racisme au sein de cette classe qui seul doit nous attrister.

Au racisme, aux Etats avec leurs frontières et aux multiples barrières divisant l'humanité, nous ne mettrons fin qu'en atteignant leur base socio-économique. Abattre donc le capitalisme mondial, c'est-à-dire le mode de production basé sur l'exploitation de la force de travail du travailleur moyennant le travail salarié. Voici notre objectif, notre seul mais combien large et universel objectif.

NOUS NE SOMMES NI FRANÇAIS NI IMMIGRÉS, NOUS SOMMES DES PROLÉTAIRES QUI VOULONS CESSER D'ÊTRE CLASSE EXPLOITÉE, ET CLASSE TOUT COURT.

LE PROLÉTAIRAT N'A NI PATRIE, NI NATIONALITÉ. RACISTES OU ANTI-RACISTES LES EXPLOITEURS SONT NOS ENNEMIS.

NOTRE SEULE UNITÉ, L'UNITÉ DE CLASSE.

TRACT DIFFUSE LE 2.12.83

BELGIQUE*

Le 9 septembre 1983, des cheminots de Charleroi en Belgique, déclanchaient un mouvement de grève spontané à l'annonce des futures mesures d'austérité que le gouvernement chrétien-libéral voulait appliquer pour redresser le capital belge. Cette grève devait rapidement faire tâche d'huile et toucher d'autres parties du secteur public : fonctionnaires, marine marchande, tramways, dockers, enseignants etc... Le mouvement a, par certains de ses aspects, tranché avec les pseudo lutttes encadrées, planifiées et stériles qu'impulsent généralement les appareils syndicaux. Mais il a aussi montré de façon caractéristique les terribles faiblesses de la classe ouvrière internationale qui doit refaire l'apprentissage de la lutte de classe indépendante, et consciente de ses buts historiques, buts que 60 années de contre-révolution stalinienne ont édulcorées, falsifiées et réprimées par le travail de sape des pseudo partis communistes, de tous les syndicats et de toute la frange gauchiste...

A notre sens, deux points positifs se dégagent pour le développement ultérieur des prochains conflits que le prolétariat belge et international livreront.

En premier lieu, cette grève a été le fruit d'un ras le bol, démarrant sans préavis et donc sans aucune bénédiction syndicale. Cette spontanéité a vite suscité la solidarité des autres secteurs du service public avec les cheminots de Charleroi initiateurs du mouvement. Cette solidarité née d'un trop plein généralisé et d'une communauté d'intérêts réelle, brisant les traditionnelles séparations linguistiques wallons/flamands, corporatistes, ouvriers/employés, s'est imposé brusquement comme une force réelle en mouvement, comme une force d'opposition réelle à l'exploitation capitaliste. L'union et la détermination initiales des prolétaires belges en grève a permis une opposition consciente aux sacrifices de ses intérêts de classe face aux tentatives d'introduction de mesures de sur-exploitation par l'Etat belge.

En second lieu, le refus pur et simple des mesures d'austérité a créé un front commun de riposte à l'Etat capitaliste belge, ouvrant une brèche dans les sempiternelles revendications sectorielles et d'intérêts particuliers, caractéristiques des divisions anti-prolétariennes qu'entretiennent les syndicats en tant qu'organes du capitalisme mondial au sein de la classe ouvrière.

Les deux points que nous venons de signaler montrent la force et l'initiative potentielles de chaque action prolétarienne. Voyons maintenant ce qui a joué contre l'éveil de la conscience de classe, brisant la nécessaire radicalisation et extension de chaque lutte contre la société capitaliste décadente et qui en Belgique comme partout pourront seules émanciper l'humanité par la destruction des classes, de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Tout d'abord le manque d'auto-organisation des prolétaires belges qui ont laissé aux syndicats (GSP et CSC) cet aspect très important de la lutte de classe. A la spontanéité du mouvement a correspondu en même temps une déresponsabilisation de la plupart, malgré quelques tentatives plus déterminées de certains. La grève décidée le 9 septembre a été, bien que non reconnue à ce moment là par les syndicats, très vite prise en charge par ceux-ci après que l'effet de surprise fut passé ; et c'est surtout au travers des délégués de base regroupant nombre de gauchistes (LRT/PTB) que cette prise en charge eût lieu. En effet comme tout gauchiste qui se respecte, les délégués de base de ces organisations n'ont pas cessé de prôner l'unité syndicale tout en dénôçant l'incapacité des directions. En leur laissant les mains libres, le prolétariat a laissé en fait les mains libres aux syndicats pour mener des contacts, assurer leur rôle de "représentants de la classe ouvrière", laissant les prolétaires en lutte dans l'expectative d'attente de consignes, d'enfermement sur leur lieux de travail et de tractations sectorialisées. Pour nous il est évident que la lutte perd de ses chances de victoire si elle est dirigée soit directement par le haut -direction syndicale- soit par le bas -par les militants gauchistes

plus ou moins combatifs et plus ou moins aveugles. Il n'y a pas de bons syndicats et de mauvaises directions syndicales, et tout le magma gauchiste qui revendique un syndicalisme uni ou radicalisé, agit en sergent recruteur plutôt que comme avant garde révolutionnaire.

Le Deuxième point découlant logiquement de ce que nous venons d'affirmer là, est que le prolétariat a été incapable de rompre avec la pratique syndicale, restant sur le terrain de la légalité, de la concertation et de fait, de la soumission à l'ordre capitaliste. En 1960-61, la classe ouvrière avait rompu avec cette non-conscience de classe et l'avait affirmé en portant la flamme de la révolte du secteur public au secteur privé, créant la plus belle panique que l'Etat capitaliste belge ait connue. C'est cette voie là qu'il s'agit de retrouver.

La puissance de la contre-révolution stalinienne a produit un formidable marasme dans la conscience de classe du prolétariat dans la reconnaissance de ses ennemis de classe. Les luttes que sa place dans les rapports de production capitalistes le force à produire en sont le reflet. Et la grève de septembre 83 en Belgique en est une preuve, comme le sont les nombreuses luttes indépendantes du prolétariat. D'un mouvement spontané capable potentiellement de briser le carcan qui étrangle le prolétariat, la classe capitaliste (syndicats, gauchistes et pseudo-socialistes compris) a disloqué, au bout de dix jours de paralysie de l'économie belge, l'unité et le front commun qu'avaient manifesté les ouvriers/employés des services publics : le travail a repris sur du vent essentiellement et sur l'assurance que les prochaines mesures seraient négociées avec ... les syndicats.

L'absence d'avants gardes organisées dans les luttes du prolétariat, capables de souligner dans la pratique les magouilles syndicales et de donner un contenu de classe à ces luttes prend d'avantage encore de relief. Cette absence montre le fossé qui sépare le prolétariat du "milieu révolutionnaire" étant que la lutte ouvrière ne s'opposera pas ouvertement et consciemment aux syndicats (quelqu'ils soient), ce fossé restera béant. C'est au travers de luttes revendicatives affirmant leur caractère politique contre l'ensemble du système capitaliste, par la destruction des syndicats que la classe ouvrière jettera les bases de son émancipation imposant par sa dictature la destruction des classes et l'abolition du salariat.

SECURITE SOCIALE SECURITE DE LA SOCIETE

"La Sécu, c'est un acquis des luttes ouvrières", "la Sécu ça nous (vous) regarde", etc... La sécurité sociale, la protection sociale des salariés et des autres "catégories professionnelles", semble être incontestable en tant que structure bénéfique pour tous et défendable bec et ongles contre les attaques du patronat qui ne veut pas la financer sérieusement. Elle est un motif de fierté face à ceux qui n'en bénéficient pas, dans d'autres pays.

Mais qu'est-ce qui finance la Sécu et quel est son rôle dans la société ?

Les cotisations qui proviennent des salariés sont prélevées sur les salaires c'est-à-dire qu'il s'agit de financer soi-même une caisse de secours selon un principe mutualiste, comme pour de nombreuses assurances auto par exemple. D'autre part la S.S. est financée par les cotisations patronales. Mais cet argent provient de ce qui est produit en "surplus" de ce qui produit les salaires. En effet, le temps de travail se divise en deux parties : l'une, consacrée à la production de ce qui reviendra à l'ouvrier sous forme de salaire pour reproduire sa force de travail, et l'autre qui est consacrée à la production supplémentaire de valeur, la plus-value, qui est répartie en nouveaux investissements, en profits, et dont une partie (quelques miettes) est consacrée ... aux cotisations pour la Sécu.

Ainsi les travailleurs, qu'ils paient directement de leur poche ou après un détour (et un prélèvement) dans les caisses patronales, financent intégralement, par leur travail, les subsides de la Sécu. La "conquête ouvrière" consiste donc à se payer un organisme de secours à grande échelle. Mais pour se le payer il faut que d'une part les salaires et donc d'autre part, la plus-value (d'où viennent les cotisations patronales) soient produits en quantité suffisante pour qu'une portion, même minime, puisse en être détournée à cet usage.

C'est-à dire qu'il faut que l'exploitation soit suffisamment intense pour justifier ce détournement de la plus-value et donc que la productivité soit forte dans d'importants secteurs de l'économie nationale.

Ce système ne se met cependant pas en place partout de la même façon lorsqu'il apparaît et lorsqu'il ne couvre pas l'ensemble des salariés d'une nation il protège principalement ceux qui travaillent dans les secteurs-clés où l'exploitation est la plus intense et où les salaires sont plus élevés et permettent de s'assurer, comme aux USA, et où la plus-value extraite est gigantesque et "permet" la "protection" de l'entreprise, comme au Japon.

Corollaire de l'intensification de l'exploitation, la Sécurité Sociale garantit la remise en état de marche de l'exploité, aux frais de celui-ci.

A priori, les assurances sociales ne peuvent fonctionner que si l'exploitation des prolétaires se déroule dans des conditions satisfaisantes pour le capital. Or, sauf écroulement total de l'économie nationale, malgré toutes ses difficultés, le principe de l'assurance sociale n'est pas remis en cause. Elle peut diminuer d'efficacité, coûter encore plus cher aux exploités, rembourser moins, etc... mais elle est maintenue car par son ampleur-même, elle déborde de son rôle immédiat et se voit conférer rapidement une fonction de contrôle des travailleurs. Il s'agit surtout du contrôle et de la répression des arrêts pour maladie, du contrôle de la mise en circulation de calmants distribués massivement, à cause des perturbations provoquées par le déséquilibre de notre survie, contrôle et mise en fichier progressivement de toute la population à des fins qui ne serviront soit-disant jamais à la police, etc...

La S.S. procède du mythe : elle est censée protéger les travailleurs contre l'exploitation alors qu'elle est celle-ci et finalement l'améliore (même si l'on préfère être en bonne santé qu'en mauvais état, c'est dans la première situation que l'on produit le mieux). Elle prend dès lors une valeur symbolique, par le développement simple de son mythe, d'organisme à défendre en soi, pour ses vertus ouvrières. Cet organe de contrôle et de réparation des producteurs de plus-value, perçu comme organisme protecteur devient organisme à protéger !

La fausse image que projette la Sécurité Sociale apparaît comme crédible justement parce qu'elle joue un rôle important pour la santé, la retraite, le chômage, et que la diminution de ses prestations est une attaque à notre survie qui demande une réaction. De même que nous devons refuser tout licenciement, il nous faut refuser toute diminution de prestation, tout sacrifiée en général, et nous organiser pour et par nous-même pour ce faire, contre toutes les institutions capitalistes et tous leurs rouages, y compris la Sécu, que nous payons et qui nous protège comme nous payons et nous sommes protégés par la police; c'est-à dire une institution chargée de réguler l'effet des maux de ce système. Bien sur, il faut se battre aussi pour qu'il n'y ait plus de contrôle sur les arrêts-maladie que nous prenons quand nous fuyons le travail ou quand il nous estropie, pour que nous n'ayons rien à payer pour remettre en état nos corps et nos esprits épuisés par cette vie inhumaine; mais il ne peut être question pour nous d'améliorer la S.S. mais seulement d'en finir avec elle et tout le système qui la sous-tend.

REPONSE A L'APPEL DU C.C.I.*

Le V congrès du Courant Communiste International (CCI) a publié une "adresse aux groupes politiques prolétariens" dans tous ses journaux territoriaux. Etant directement concernée par ce texte, notre organisation y répond publiquement dans ses journaux afin d'exprimer le plus clairement possible sa position, en répliquant à cette adresse.

Pour le CCI, le milieu révolutionnaire (la gauche et son extrême n'en font naturellement pas partie) a subi une crise considérable au début des années de vérité, les années 80. "Années de vérité qui touchent toute la société et qui n'épargnent pas les groupes communistes".

Bien que nous ayons, dans ces années là, subi des pertes de militants, en Espagne principalement, en France également, et que nous ayons été amenés à nous séparer du groupe sympathisant FOCUS aux Etats-Unis, nous ne considérons pas qu'il y ait une crise particulière du "milieu révolutionnaire" ou du FOR en particulier. Notre analyse de la situation, parcequ'historique, se veut plus large et beaucoup plus liée à l'activité même de la classe prolétarienne. Les années 80, ne sont pas plus ponctuellement des années de vérité que les années 70, (ou que les années 90, si rien de définitif ou réellement palpable ne se passe entre temps). En fait, avec son scientisme historique mal digéré à notre avis, le CCI, comme bien d'autres d'ailleurs, en arrive à réduire le matérialisme pratique, ou historique comme il fut dénomé par la suite, à de simples équations mathématiques où tout coule de source une fois que l'hypothèse de travail est admise, et la méthode de résolution connue. C'est ainsi que pour le CCI, les mêmes causes produisent les mêmes effets ; que la guerre a lieu uniquement pour détruire les forces productives, et que la révolution est seulement une réponse à une crise économique irrémédiable (vive la crise !) qui a pour cause et but de faire croître les forces productives que l'ancien mode de production était incapable de développer. Les années 80 seraient donc particulièrement des années de vérité, puisque la crise économique mondiale arriverait au terme de sa résolution : ou la guerre, ou la révolution. L'équation à deux inconnues, x,y, doit irrémédiablement trouver une solution dans ces années là. Sinon on serait en droit de se demander en quoi elles sont années de vérité.

Le CCI fait logiquement découler de cette équation mathématique le problème des cours : cours à la guerre, ou cours à la révolution. En clair, qui va résoudre l'équation au moment (années 80) où elle ne peut être que résolue ? La classe capitaliste par la guerre, ou la classe prolétarienne par la révolution ?

Pour le CCI, toujours logique avec lui-même et son hypothèse de départ, la réponse est claire. Il y a cours vers la révolution dans la mesure où la classe capitaliste a besoin d'une classe prolétarienne défaite pour résoudre son problème par la guerre. Puisqu'il n'y a pas guerre mondiale, alors que la condition sine qua non, la crise économique est présente, c'est que la classe ouvrière empêche la classe capitaliste de résoudre le problème à sa manière. Le prolétariat serait donc, en pleines années de vérité, tout le temps en mouvement, indépendamment de son activité réelle, puisque la guerre n'éclate pas.

Il est certain, que nous avons fait une caricature de la position du CCI. Mais la caricature ne déforme rien, elle grossie ce qui est prépondérant. De toutes les façons, les écrits publics du CCI sont à la disposition de celui qui voudra les lire.

Sans entrer dans les détails, dans le cadre d'un simple article, notre organisation nie, et l'existence d'une crise économique mondiale actuellement, et surtout sa nécessité pour rendre possible ou une guerre ou une révolution mondiale. Depuis que le système capitaliste est le mode de production déterminant

* Courant Communiste International
- R.I BP 581 75027 Paris cedex 01

dans le monde entier, c'est sa croissance même qui est néfaste et criminelle pour le genre humain. Depuis lors, bien que le problème du communisme ait été posé avant, seul celui-ci est à l'ordre du jour pour débarrasser l'homme du règne de la nécessité. Le maintien du capitalisme, depuis l'échec de la vague révolutionnaire de 1917-37, fait peser sur l'humanité, non seulement son poids quotidien de barbarie (famine dans le monde, guerres incessantes depuis 39...) mais suspend également l'épée de Damocles sur nos têtes : la guerre mondiale. La possibilité de ce troisième conflit généralisé n'est pas l'apanage de ces "maudites ou magnifiques" années 80. Nombreux sont les conflits inter-impérialistes qui ont fait trembler le monde auparavant : Corée, Cuba, guerre sino-vietnamienne...). Ces conflits sont le produit de la guerre économique (guerre qui existe même quand il y a croissance) que ce sont toujours livrés les divers capitaux en concurrence. Et ces conflits sont d'autant plus importants et dangereux que l'est le potentiel économique et militaire développé par la société décadente. C'est ce qui en dernière instance, peut provoquer, faute de révolution, un troisième conflit mondial. Mais d'autres facteurs, liés irrémédiablement à celui-ci, feront que la guerre ait lieu à tel ou tel autre moment. D'ailleurs, la première guerre mondiale n'est pas le produit de l'exacerbation d'une crise économique, mais l'aboutissement d'une concurrence sans pitié pour la domination des marchés dans le monde. La crise économique, elle, n'interviendra qu'en 1929-34 sur la planète terre. L'enchaînement automatique, crise, guerre, reconstruction, n'est absolument pas vérifié par les faits historiques eux-mêmes. C'est pourtant sur les faits que se base le matérialisme pratique dialectique. Mais nous n'avons pas la place d'explicitier des choses que nous avons déjà exprimé par ailleurs.

La guerre, n'a jamais été, et ne sera pas l'aboutissement d'une action concertée entre les divers protagonistes qui administrent l'exploitation de notre force de travail; les forces productives ne peuvent plus croître, il faut en détruire une bonne partie; nous nous déclarons la guerre après demain! Le tour est joué, pour peu que le prolétariat soit encadré. C'est clair, c'est net, mais, ce n'est pas comme ça que ça se passe. Dommage ! La guerre n'a pas lieu uniquement lorsque la situation objective, incapacité de réalisation de la plus-value, saturation des marchés, pousse irrémédiablement le capital à s'auto-détruire en partie. La guerre est également le produit tout bêtement de la concurrence qui existe entre les divers capitaux qui n'ont de vie que s'ils peuvent s'accroître, se concentrer, s'accumuler. C'est le capital lui-même qui porte la guerre en son sein, et non pas seulement le capital lorsqu'il ne peut plus fonctionner comme tel, globalement parlant, sur l'ensemble de la terre.

C'est pourquoi, nous disons qu'aujourd'hui la guerre est suspendue audessus de nos têtes en permanence, et que la "bourgeoisie", le capitalisme la prépare sans interruption depuis qu'il est système anti-humain dominant sur terre. C'est pourquoi nous disons qu'aujourd'hui, ce n'est pas l'action déterminée du prolétariat qui empêche la guerre mondiale d'éclater. Ce sont les administrateurs du capital eux-mêmes qui jusqu'à présent évitent qu'elle se généralise mondialement compte tenu des nouvelles données de cette fin de 20^{ème} siècle : la bombe à neutron, la bombe atomique... Car enfin, est-ce le défaitisme révolutionnaire du prolétariat qui empêche, malgré les désertions en Irak, la guerre entre ce pays et l'Iran ? Est-ce ce même défaitisme qui entrave les autres conflits du moyen orient et dans le reste du monde ? Est-ce l'internationalisme prolétarien qui a empêché l'intervention des super-étendards français au Liban ? Non et trois fois non, MALHEUREUSEMENT ! Ceci étant dit, nous tenons à souligner, que lorsque le prolétariat montre réellement le bout de son nez, comme en Pologne malgré les énormes carences de ce mouvement, alors le capitalisme international fait bloc, (oubliant momentanément ses différents) contre son ennemi héréditaire, le prolétariat protecteur du communisme.

Mais revenons maintenant à cette fameuse crise du milieu. Ces "années décisives", n'auraient pas épargné les groupes communistes. Ceux-ci auraient

subi une crise provoquée directement par l'exacerbation de la crise économique, situation de vérité.

Si tant est que nous puissions parler de milieu révolutionnaire (en fait il y a des groupes révolutionnaires agissant séparément), force est de reconnaître qu'il est quasi inopérant en tant que milieu et qu'il n'a pratiquement aucun impact sur la réalité sociale en général et la lutte de classe en particulier depuis l'échec de la vague révolutionnaire déjà citée. Ce fait incontestable, sauf pour ceux qui veulent bien prendre leurs désirs pour des réalités, ne caractérise pas non plus ces fameuses années de vérité. Là intervient un des facteurs décisifs que tous les matérialistes mécanistes négligent, même s'ils en parlent par ailleurs, dans leur raisonnement pompeusement mathématique : l'impact désastreux de l'échec de la révolution internationale initiée en Russie. Sa survie en tant que système anti-humain (bien que beaucoup avait déjà prévu sa mort économique !), le capitalisme la doit non à sa croissance des forces productives après la seconde guerre mondiale, mais à l'échec de la révolution et au triomphe du stalinisme qui a systématiquement perverti l'idée même du communisme, en anéantissant plusieurs générations de révolutionnaires et en affaiblissant la classe elle-même jusqu'à nos jours. Depuis lors, "la constitution du prolétariat en classe et donc en parti politique" ne s'est pas effectuée aussi naturellement que le prévoient les auteurs de cette phrase. En effet, ils ne pouvaient imaginer une défaite prolétarienne d'une si funeste ampleur, provenant du camp qui prétendait réaliser la société sans classes. Depuis, seules des minorités insignifiantes ont maintenu des positions révolutionnaires, et donc internationalistes, minorités qui subissent encore le poids de ce marasme, à tous les niveaux.

Aujourd'hui, l'effritement, les scissions, les abandons, sont en général le produit, globalement parlant, de l'inactivité révolutionnaire de la classe dont nous sommes partie intégrante. Soit parce qu'on estime la situation comme irrémédiablement désespérée, soit que l'on surestime sa réalité à la moindre escarmouche ou lutte tendant à la réappropriation de la lutte et de la conscience de classe. Cela non plus ne caractérise pas les années 80. Et cela explique les divers problèmes qu'on pu avoir les divers groupes que le CCI classe dans le milieu prolétarien. D'ailleurs, si nous assitons à une remontée réelle de la lutte révolutionnaire, nous ne comprenons pas qu'il ait pu y avoir "la catastrophe dans le milieu prolétarien" que nous dépeint cette organisation. Les révolutionnaires ne sont-ils pas le produit de cette lutte ? Mais pour palier aux difficultés le CCI soulève un autre problème

" Il faut reconnaître qu'aucun groupe n'est le seul détenteur des positions de classe, d'où la nécessité d'une confrontation amicale entre divers groupes faisant partie du camp prolétarien". Si telle est la bonne solution, et ça ne nous étonne pas du CCI, il y a de quoi sourire. Mais nous y reviendrons. Qui, à part ceux qui ont eu, et ont encore la prétention mégalomane, de s'auto-proclamer Parti Historique de la Classe, peut en théorie ne pas reconnaître qu'il faille confronter ses positions et ne pas se prendre pour le centre du monde ? Personne. Le problème n'est pas là. Faute en général, d'une activité révolutionnaire de la classe dont nous faisons partie, les débats se répètent inlassablement, les arguments sont d'avance connus par le public de "connaisseurs", et par manque d'enthousiasme que procurerait une remontée indéniable de la lutte de classe, tout un chacun, constate la sclérose de ce genre de réunion, sans que personne n'en porte directement la responsabilité. D'autre part, vu qu'à 20 on ne peut pas faire la même chose qu'à 200, chaque organisation se fixe des tâches prioritaires. IL nous semble qu'intervenir au sein de la lutte de classe est une activité indispensable aux révolutionnaires, c'est là également et surtout qu'il est à même de confronter ses positions à la réalité sociale. C'est sur le terrain que les révolutionnaires doivent principalement confronter les leurs. A la limite, les discussions en salle ne devraient être qu'accésoires, et non pas l'activité principale d'un groupe se réclamant du communisme. C'est pourquoi nous avons émis un sourire en début de paragraphe

FIN, PAGE 7 *